



PROJET DE LOI EL KHOMRI

FONCTIONNAIRES – CONTRACTUEL-LLES

NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS CONCERNE-E-S !

Le 31 mars, à l'appel des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, et des organisations de jeunes UNEF, UNL et FIDL, les travailleurs et les jeunes se sont mis en grève et ont manifesté à plus d'un million dans tout le pays pour exprimer l'exigence de l'immense majorité : **le retrait du projet de loi El Khomri.**

La remise en cause des droits fondamentaux des salariés du secteur privé – temps de travail, durée journalière et hebdomadaire de repos, taux de majoration des heures supplémentaires... - s'appliquerait inévitablement aux salariés du secteur public.

Aujourd'hui, le statut des fonctionnaires est donc dans la ligne de mire du gouvernement, au même titre que les droits de tous les salariés !

Le **protocole Parcours Professionnels, Carrières, Rémunérations (PPCR)** vise à adapter le statut de fonctionnaire à la réforme territoriale, c'est-à-dire à un système dérogatoire et inégalitaire des territoires.

Il en va de même pour le **Compte Personnel d'Activité (CPA)** dont l'objectif est clair : remplacer les règles statutaires qui garantissent les droits des fonctionnaires par un compte personnel. Les garanties collectives en matière de salaire, de carrière, de temps de travail, de protection sociale... laisseraient la place à une individualisation généralisée. **C'est purement et simplement la liquidation du statut général et des statuts particuliers de la fonction publique.** Pas étonnant, dans ces conditions, que le gouvernement présente le CPA comme la « *mesure phare de la loi Travail* ».

De plus, ce projet de loi intervient dans une situation marquée par de **nombreuses suppressions d'emplois** dans les collectivités du département, en application du pacte de responsabilité. Sans compter le blocage de nos salaires depuis 2010, et ce n'est pas la ridicule « *augmentation* » de la valeur du point d'indice qui règlera **la perte du pouvoir d'achat** des fonctionnaires !

Malgré le succès de la mobilisation du 31 mars, le gouvernement persiste dans maintien de son projet. Ce gouvernement ne cèdera que devant la grève massive jusqu'au retrait du projet.

Il n'y a pas d'autre alternative pour imposer le retrait du projet El Khomri.

Nous y sommes prêt-e-s !

C'est pour cela que nos organisations appellent les territoriaux de la Seine-Saint-Denis à manifester pour exiger le RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI

MOBILISONS-NOUS TOUTES ET TOUS à PARIS

Samedi 9 avril - 14 h

Place de la République

(en direction de la place de la Nation)